Lutter contre les morts accidentelles

Ce titre, en tout premier chef, dirige notre pensée vers **les accidents de la route**.

Le nombre officiel de personnes ayant perdu la vie en 2016, sur les routes de France, s'élève à 3 477 (Les statistiques de 2017 ne sont pas encore disponibles en ce 15 janvier 2018).

Le nombre de blessés, quant à lui, est de 72 199, dont 27 214 hospitalisés, pour les mêmes causes.

Il semblerait, par ailleurs, que la tendance soit, hélas ! à l'augmentation.

Nul ne saurait nier la nécessité de sauver des vies humaines et, plus généralement, de réduire, aussi drastiquement que possible le nombre d'accidentés.

On en parle beaucoup. Cette question fait, de manière récurrente, la une de la presse écrite et audiovisuelle.

Nos gouvernements successifs ont donc trouvé une parade et mis en place, au fil des années, une mesure très efficace : la réduction de la vitesse maximale autorisée. Ainsi, celle-ci sera bientôt fixée à 80 km/h sur la grande majorité des routes secondaires.

Malheureusement, un autre élément est délaissé : les conditions de sécurité de ces mêmes infrastructures. La dégradation des revêtements, une signalisation défaillante — voire absente, parfois — sont de graves facteurs accidentogènes. Et force est de constater que l'état général des routes secondaires, dans notre pays, se délabre en même temps que la répression fiscale et policière liées aux mesures gouvernementales augmente. Le produit des amendes ne devrait-il pas être totalement affecté à l'entretien du réseau routier ? Or, il ressort que la majeure partie est dépensée dans des contrats avec des sociétés privées qui assurent l'installation et la maintenance des moyens de contrôle : matériels fixes et embarqués, mais aussi personnels qui sillonnent le réseau routier à bord de véhicules ayant la capacité d'enregistrer 9 "actes de délinquance" par minute.

Mais il est une autre cause de mort accidentelle dont on parle beaucoup moins, voire pas du tout : celle causée par les médicaments.

Il est parfois mis en exergue que les Français consomment trop de médicaments, plus particulièrement les personnes âgées. C'est une réalité, induite depuis des décennies et en adéquation avec notre société de consommation.

A l'origine des décès, il y a les surdoses, ainsi que les utilisations inadaptées, sans consultation préalable d'un professionnel de santé, où la victime — si elle le pouvait — ne devrait s'en prendre qu'à elle-même.

Mais leur nombre, relativement marginal, est très loin de justifier les 18 000 pertes de vie (1) (2) que l'on enregistre chaque année. Ils sont la troisième cause de décès (3). Pourquoi n'en parle-t-on presque pas, voire pas du tout, dans les *media* de masse ?

Pour que ce soit porté à la connaissance du grand public, il faut qu'un scandale éclate. Le dernier en date, on s'en souvient, concernait le Médiateur, il y a quelques années.

En fait, ces décès ne surviennent pas de manière aussi spectaculaire que les accidents de la route. Ils peuvent être dus à une utilisation prolongée d'un médicament dont les effets, parfois — rarement — reconnus, génèrent une maladie mortelle. C'est le cas, notamment, de l'oméprazole contenue dans l'Inexium et autres Ezoméprazole qui, pour traiter les problèmes de reflux gastriques et gastro-œsophagiens, sont la cause de cancers de l'estomac (Résultat d'une étude après absorption pendant 5 ans) et/ou de problèmes rénaux (Mopral, Ogastoro). Concernant ces produits, nous n'avons pas d'informations quant aux dégâts causés aux intestins : en effet, on peut imaginer, sans délire paranoïaque, que la modification des sucs gastriques dégrade la qualité du chyme qui rejoindra l'intestin.

Beaucoup plus nombreux sont les médicaments dont les effets toxiques, mortels à moyen ou long terme, ne sont, non seulement pas reconnus, mais déniés. Cela malgré de nombreuses études, réalisées et officiellement publiées par d'éminents chercheurs et professeurs du monde entier.

Comment peut-on trouver de tels produits pharmaceutiques sur le marché ? Plus particulièrement lorsqu'ils sont remboursés par la Sécurité Sociale ? Le parcours d'une spécialité pharmaceutique, entre le début de la recherche et sa mise sur le marché, est pourtant très long et fait intervenir un nombre conséquent d'acteurs et de décideurs (4). Certains n'hésitent pas à qualifier la procédure d'AMM (autorisation de mise sur le marché) de "parcours du combattant" (5).

Il faut savoir que les expertises sont réalisées par des commissions composées de personnes qui, bien que très compétentes, à n'en pas douter, sont majoritairement en conflit d'intérêt : soit parce que leurs propres recherches sont financées par les industriels, soit parce qu'ils ont, eux ou leurs proches, des liens plus directs avec lesdits industriels. C'est au vu des rapports de ces commissions que les autorités vont se prononcer sur l'AMM.

Un médicament contient la substance souche et, pour pouvoir la stabiliser, des adjuvants. Or, ce sont bien ces derniers qui, en grande majorité, sont nocifs, voire toxiques.

Dans une société où l'on prône le principe de précaution, il est ahurissant de constater que, en matière de vaccins, seules les substances souches sont soumises à la procédure, pas les adjuvants !

Plus ahurissant encore, les autorités gouvernementales ne réagissent pas dans le sens de la protection humaine, malgré maintes interpellations et nombreux arrêts du Conseil d'État qui statuent en faveur des plaignants. Certains politiciens assurent s'en préoccuper — en période électorale — et continuent de fermer les yeux, une fois titulaires d'une fonction présidentielle ou ministérielle (Notamment François Hollande et Marisol Touraine). Quand ils n'accroissent pas le nombre de vaccinations obligatoires ! Même si l'on ne devait pas remettre en cause l'efficacité de la vaccination (ce n'est pas le propos ici), on sait pertinemment que les substances souches sont frelatées par les adjuvants.

Les maladies, conséquences de ces produits, sont invalidantes, dégénératives, incurables et source de douleurs (physiques et morales), pour les victimes et leur entourage : cancers, Alzheimer, autisme, myofasciite à macrophage...⁽⁶⁾. Le patient, après avoir été traité avec d'autres médicaments — eux aussi avec des effets secondaires non négligeables — finira sa vie dans des conditions indignes d'une société humaine.

C'est avec grande tristesse, grand dépit, que l'on doit faire le constat suivant : pour nos dirigeants, le profit d'une petite minorité prime sur la santé d'une grande majorité.

Le ministère de la Santé a-t-il vraiment une entité propre ou bien n'est-il qu'une autre vitrine d'un « Ministère du Commerce » ?

15 janvier 2018 [Mise à jour] 2 août 2018

PS : Une définition trouvée dans le Larousse du mot accidentel :
« Qui est l'effet du hasard ; qui n'est pas prévu ; fortuit. »

Je me demande, dès lors, si le paragraphe concernant les médicaments et les vaccins a sa place sous le titre de cet éditorial.

- (1) http://www.lemonde.fr/sante/article/2013/05/27/les-medicaments-causent-au-moins-18-000-morts-en-france_3418273_1651302.html
- (2) <http://www.ouvertures.net/medicaments-entre-13-000-et-34-000-morts-chaque-annee-en-france/>
- (3) <http://reseauinternational.net/les-medicaments-sont-la-troisieme-cause-de-deces/>
- (4) <http://www.leem.org/parcours-du-medicament-de-recherche-production>
- (5) http://www.doctissimo.fr/html/medicaments/articles/sa_6346_medicaments_obtention_amm.htm
- (6) <https://youtu.be/R28CT-Sqioc>